



Assemblée générale

Distr. générale
13 janvier 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 117 g) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale

1. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général en date du 29 septembre 2021 ([A/76/365](#)), l'Assemblée générale est tenue, à sa session en cours, de nommer quatre membres du Corps commun d'inspection afin de pourvoir les sièges qui deviendront vacants à l'expiration, le 31 décembre 2022, du mandat de M. Gopinathan Achamkulangare (Inde), M. Jean Wesley Cazeau (Haïti), M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie) et M^{me} Sukai Elie Prom-Jackson (Gambie).
2. Conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et aux dispositions de la résolution [61/238](#) de l'Assemblée générale, à la 30^e séance plénière, tenue le 11 novembre 2021, le Président de l'Assemblée générale, après avoir tenu les consultations nécessaires sur les candidatures soumises par les États d'Afrique, les États d'Asie et du Pacifique, les États d'Europe orientale et les États d'Amérique latine et des Caraïbes, a prié Antigua-et-Barbuda, le Botswana, l'Iraq et la Fédération de Russie de proposer des candidats (voir annexes I à IV) pour un mandat de cinq ans prenant effet le 1^{er} janvier 2023.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution [59/267](#) de l'Assemblée générale, il importe que les candidats aient de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et qu'ils connaissent le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.
4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations prévues au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec le Président du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses qu'il a reçues du Président du Conseil et du Secrétaire général aux lettres identiques qu'il leur avait adressées le 1^{er} décembre 2021 sont jointes en annexe à la présente note (voir annexes V et VI).



5. Ayant mené à bien les consultations prescrites, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de présenter à l'Assemblée les candidatures des personnes qui suivent pour un mandat de cinq ans au Corps commun d'inspection, prenant effet le 1^{er} janvier 2023 et venant à échéance le 31 décembre 2027 :

M. Conrod C. Hunte (Antigua-et-Barbuda)
M. Gaeimelwe Goitsemanang (Botswana)
M. Mohanad Ali Omran Al-Musawi (Iraq)
M. Pavel Chernikov (Fédération de Russie)

Annexe I

Note verbale datée du 25 mai 2021 adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer l'Assemblée générale que le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a décidé de présenter la candidature de M. Conrod C. Hunte au Corps commun d'inspection, pour un mandat prenant effet en 2023 et venant à expiration en 2027, l'élection devant avoir lieu pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

La notice biographique de M. Conrod C. Hunte est jointe à la présente note verbale (voir pièce jointe).

M. Hunte est un éminent spécialiste des questions administratives et budgétaires. Il possède une expérience pratique des responsabilités de gouvernance en ce qui concerne les fonctions de surveillance et la gestion des ressources humaines, financières et autres. M. Hunte est aussi spécialisé dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Pièce jointe

Notice biographique*

Conrod C. Hunte (Antigua-et-Barbuda)

Fonctions actuelles

Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) depuis 2013. Vice-Président du CCQAB en 2021. Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

Président du Comité administratif et des finances de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

Expériences professionnelles préalables

Vice-Président du CCQAB (2020 et 2021). Ambassadeur et Représentant permanent adjoint d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies (2007-2012)

Président du Comité administratif et des finances de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) (2011-2014)

Rôles majeurs

Représentant permanent auprès de l'IRENA (2014). Vice-Président de la première Assemblée de l'IRENA (2011). Président du Comité du budget de la Dixième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, Nagoya (Japon) (2010)

Coordonnateur de la présidence du Groupe des 77 et de la Chine, New York (2008), sous la présidence d'Antigua-et-Barbuda

Autres expériences professionnelles

Représentant d'Antigua-et-Barbuda auprès de la Cinquième Commission (2007-2012). Représentant d'Antigua-et-Barbuda auprès de la Deuxième Commission (1998-2001)

Représentant auprès des fonctionnaires internationaux pour la Convention sur la diversité biologique en tant qu'attaché de liaison à New York (2002-2006)

Affiliations

Mécanisme national de coordination d'Antigua-et-Barbuda (forum national de coordination du suivi de toutes les conventions environnementales ratifiées par Antigua-et-Barbuda)

Formation

Diplôme en gestion et administration : City University of New York ; licence en économie : City College New York, City University of New York ; certificat : Academia Diplomatica de Chile : L'Amérique latine et les Caraïbes dans le système

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

international (1993) ; certificat de formation : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) – Campus Intel sur les nouvelles technologies de communication et la diplomatie (2001) ; certificat de formation : UNITAR – Négociation d'instruments internationaux (2000) ; certificat de formation : Diplomatie et informatique – Cuba (1997) ; certificat de formation : Désarmement et maintien de la paix (1995) ; certificat de formation : Institut de développement économique (IDE), Questions de développement international et désarmement (1994) ; bourse d'études : Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement (1995)

M. Hunte a rejoint le corps diplomatique en 1982 et a occupé divers postes au Ministère des affaires étrangères et à la Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il a été Ambassadeur et Représentant permanent adjoint d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies jusqu'au 31 décembre 2012.

M. Hunte possède une vaste expérience du système des Nations Unies, notamment dans les domaines de l'environnement, des finances, de l'économie et du développement durable. Il a représenté Antigua-et-Barbuda auprès de diverses instances, dont récemment la Cinquième Commission. Il possède également de l'expérience dans l'exécution des programmes, l'évaluation des projets et la gestion des ressources humaines. Il est également spécialisé dans les énergies renouvelables et le financement, et a contribué, dans le cadre de ses fonctions actuelles en tant que membre du CCQAB, à de nombreuses mesures d'efficacité récentes visant à garantir une plus grande efficacité du système des Nations Unies. Il possède en outre une connaissance approfondie des divers fonds et programmes des Nations Unies.

M. Hunte est né en juillet 1961 à Saint John's (Antigua).

Annexe II

Note verbale datée du 5 juillet 2021 adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Botswana auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République du Botswana auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer l'Assemblée générale que le Gouvernement botswanais a décidé de présenter la candidature de M. Gaeimelwe Goitsemanang au Corps commun d'inspection, pour un mandat prenant effet en janvier 2023 et venant à expiration en décembre 2027, l'élection devant avoir lieu pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

En présentant la candidature de M. Goitsemanang, le Gouvernement botswanais est conscient du rôle essentiel que joue le Corps commun d'inspection, seul organe de contrôle indépendant des Nations Unies à l'échelle du système. Comme on peut le voir dans la notice biographique ci-jointe, M. Goitsemanang possède indéniablement de vastes compétences diplomatiques ainsi qu'une expérience particulière dans les domaines de l'administration, des finances, de la gestion, de la gouvernance d'entreprise et des questions de contrôle relevant de la compétence du Corps commun d'inspection, comme le prévoit son statut.

Compte tenu des compétences et de l'expérience de M. Goitsemanang, le Gouvernement de la République du Botswana espère pouvoir compter sur le soutien inestimable de l'Assemblée générale pour traiter sa candidature.

Pièce jointe

Notice biographique*

M. Gaeimelwe Goitsemanang (Botswana)

Introduction

Au cours de ses 25 années d'expérience dans le corps diplomatique, M. Gaeimelwe Goitsemanang a occupé différents postes au sein du Ministère des affaires internationales et de la coopération du Botswana. Il a rejoint le Ministère en novembre 1995, en début de carrière, en tant que spécialiste auxiliaire des affaires étrangères. Il a rapidement gravi les échelons diplomatiques et est devenu Secrétaire permanent au Ministère des affaires internationales et de la coopération du 1^{er} octobre 2015 au 19 avril 2021, avant d'être nommé Secrétaire permanent au Ministère du travail, de la productivité du travail et de la formation professionnelle.

Expérience professionnelle

M. Goitsemanang est Secrétaire permanent au Ministère du travail, de la productivité du travail et de la formation professionnelle depuis le 19 avril 2021. En tant que Chef de secrétariat du Ministère, M. Goitsemanang assume principalement les responsabilités suivantes :

- favoriser l'emploi au niveau national ;
- améliorer la productivité et promouvoir des normes élevées en matière de déontologie sur le lieu de travail ;
- garantir la santé et la sécurité au travail ;
- encadrer l'administration du travail ;
- assurer une formation professionnelle axée sur les besoins des entreprises.

Avant d'occuper ce poste, M. Goitsemanang était Secrétaire permanent au Ministère des affaires internationales et de la coopération de la République du Botswana depuis le 1^{er} octobre 2015. En tant que Chef de secrétariat du Ministère et diplomate de carrière, il a notamment assumé les responsabilités suivantes :

- engager et superviser l'élaboration de la politique étrangère du Botswana et son adaptation permanente aux nouvelles réalités mondiales ;
- veiller à la mise en œuvre effective des politiques, des lois, des programmes et des projets du Gouvernement botswanais ;
- définir la vision, le plan stratégique et les plans annuels du Ministère, et superviser leur mise en œuvre rigoureuse ;
- assurer la direction opérationnelle globale du Ministère au jour le jour, y compris la gestion efficace des ressources financières et humaines au siège et dans toutes les missions diplomatiques du Botswana à l'étranger, de manière à préserver les fonds publics et à garantir l'optimisation des ressources.

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Dans le cadre de sa responsabilité d'assurer la gestion efficace et harmonieuse des relations du Botswana avec la communauté internationale, M. Goitsemanang a joué un rôle de premier plan dans la coordination des différents ministères et départements du Gouvernement afin de faire avancer les objectifs de la politique étrangère du Botswana et de promouvoir le respect des obligations internationales du pays.

Dans le cadre de la mission de coordination du Ministère, M. Goitsemanang a présidé le Comité interministériel des traités, conventions et protocoles. Il possède également une vaste expérience dans le domaine de la mobilisation des parties prenantes, comme en témoigne la supervision générale qu'il a assurée pour tous les envoyés du Botswana dans les missions diplomatiques lointaines à l'étranger.

Ayant également occupé le poste de Directeur des services généraux au Ministère des affaires internationales et de la coopération entre août 2010 et juin 2011, M. Goitsemanang est bien au fait des questions de procédure de contrôle interne et d'efficacité institutionnelle et des normes élevées de gouvernance institutionnelle.

Lors de son mandat au Ministère des affaires internationales et de la coopération, il a présidé pendant cinq ans les comités ministériels ci-après, qui sont principalement chargés de veiller à la surveillance, à la bonne gestion et à la bonne gouvernance institutionnelle :

- Comité des marchés publics ;
- Comité de lutte contre la corruption ;
- Comité d'audit.

M. Goitsemanang est très au fait des travaux des organismes des Nations Unies, y compris des fonds et programmes. Il a participé à un certain nombre de conférences et de réunions de haut niveau, notamment à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale, ainsi qu'à des sommets de groupes régionaux et interrégionaux, aussi bien en tant que membre de la délégation botswanaise qu'en tant que Chef de la délégation.

Au cours de ses 25 années de carrière professionnelle, M. Goitsemanang a acquis une vaste expérience de la pratique diplomatique, de la gestion et de la direction, en occupant de manière ininterrompue diverses fonctions au sein du Ministère des affaires internationales et de la coopération, ainsi que dans les missions diplomatiques du Botswana.

Au début de sa carrière diplomatique, il s'est vu confier l'importante responsabilité d'ouvrir un nouveau Haut-Commissariat du Botswana à Abuja (Nigéria), en 2007. Cela témoigne de la confiance accordée à sa capacité à gérer des activités de démarrage ainsi que les incidences financières et la gestion des risques associées, ainsi que sa capacité à gérer des questions complexes.

Après avoir rejoint le corps diplomatique en 1995, il a également occupé les postes suivants :

- Spécialiste des affaires étrangères, Ministère des affaires internationales et de la coopération, Gaborone (Botswana) (novembre 1995-décembre 1998) ;
- Premier secrétaire, ambassade du Botswana à Stockholm (Suède) (janvier 1999-décembre 2003) ;
- Conseiller puis Chef adjoint de mission, Haut-Commissariat du Botswana à Lusaka (Zambie) (janvier 2004-juillet 2007) ;

- Chargé d'affaires, Haut-Commissariat du Botswana à Abuja (Nigéria) (août 2007-août 2009) ;
- Directeur des services généraux, Ministère des affaires internationales et de la coopération, Gaborone (Botswana) (août 2010-juin 2011) ;
- Secrétaire permanent adjoint, Ministère des affaires internationales et de la coopération, Gaborone (Botswana) (juillet 2011-septembre 2015).

Formation et diplômes

M. Goitsemanang est titulaire d'une licence en sciences politiques et administration publique de l'Université du Botswana (1995) ; d'un diplôme en droit international public (2000) du Holborn College (Royaume-Uni) ; d'un diplôme en gestion des conflits et négociation (2002) du Collège interaméricain de la défense (États-Unis) ; d'un diplôme en rédaction professionnelle (2003), Quality of Course, Canada ; d'un master en administration des affaires (2007) de la Cavendish University Zambia (Zambie). Il prépare actuellement un master en politique et relations internationales à l'Université du Botswana.

Autres formations

Afin de consolider ses compétences professionnelles, M. Goitsemanang a assisté à de nombreux ateliers et séminaires qui lui ont permis d'acquérir les compétences requises en matière de gestion et d'encadrement :

- Formation professionnelle pour diplomates étrangers au Foreign Service Institute de New Delhi (Inde) (octobre-décembre 1996) ;
- Programme d'administration en ligne pour le service public du Botswana, Botswana Public Service College (novembre 2009) ;
- Pensée critique et compétences rédactionnelles, Université du Botswana (mai 2010) ;
- De la stratégie à l'action : gestion des performances du personnel dans les projets stratégiques, Civil Service College de Singapour et Botswana Public Service College (septembre 2011) ;
- Programme de formation des cadres de direction, Civil Service College de Singapour et Botswana Public Service College (juillet-août 2012) ;
- Programme international Focused Leadership Experience (FLEX), Portland (États-Unis) (septembre 2012).

Gestion du changement

- Améliorer la gouvernance et l'administration financière en Afrique, Université du Botswana et Association africaine d'administration et de gestion publiques (juillet 2014)
- Analyse de la gestion de la fonction publique pour les cadres, Botswana Public Service College (mars 2019)
- Sommet des hautes personnalités du Botswana et de Rutgers, Rutgers Center for Organizational Leadership, New Jersey, États-Unis (décembre 2019)
- Intelligence émotionnelle : changement de culture et de mentalité, Achievement Enterprises, Gaborone (Botswana) (novembre 2020)

M. Goitsemanang est né le 30 septembre 1966 à Maun dans le district du Nord-Ouest (Botswana).

Annexe III

Note verbale datée du 13 août 2021 adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République d'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer l'Assemblée générale que le Gouvernement iraquien a décidé de présenter la candidature de M. Mohanad Ali Omran Al-Musawi au Corps commun d'inspection, pour un mandat prenant effet en 2023 et venant à expiration en 2027, l'élection devant avoir lieu pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, à New York, dans le cadre des nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations.

Conformément aux dispositions de la résolution [61/238](#) de l'Assemblée générale et au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, la Mission permanente de la République d'Iraq souhaite soumettre au Président de l'Assemblée générale la notice biographique du candidat (voir pièce jointe) et l'informer que cette candidature a été approuvée par le Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

Pièce jointe

Notice biographique*

M. Mohanad Ali Omran Al-Musawi (Iraq)

Informations personnelles

Lieu et date de naissance : Bagdad, 1979

Expérience professionnelle

M. Mohanad Al-Musawi a débuté sa carrière dans le secteur public en Iraq. Jusqu'en mai 2004, il a occupé plusieurs postes au Ministère des affaires étrangères, dans divers départements et bureaux (Département des affaires européennes, Département de la planification des politiques, Département des organisations internationales, Bureau du Ministre, Département des droits humains). Il a été Chef de la Section Europe méridionale du Département des affaires européennes jusqu'en août 2006. Il a ensuite été Chef de la Section des affaires internationales et politiques au sein du Département de la planification des politiques jusqu'en août 2008. En septembre 2008, il a été nommé Représentant permanent adjoint de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York, et a occupé ce poste jusqu'en novembre 2012. Il a ensuite été Chef de la Section des affaires politiques du Bureau du Ministre des affaires étrangères d'août 2016 à janvier 2017. Par la suite, il a été Chef de la Section des traités internationaux du Département des droits humains jusqu'en juillet 2017.

M. Al-Musawi possède une vaste expérience des affaires relatives aux Nations Unies. En tant que Représentant permanent adjoint de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation de Nations Unies, entre septembre 2008 et novembre 2012, il a participé activement à toutes les activités de la mission iraquienne dans les six grandes commissions et au Conseil de sécurité. Il a été Rapporteur pour les délégations irakiennes de haut niveau. En juillet 2009, il a pris part aux négociations avec le Secrétariat de l'ONU au sujet de l'examen de la résolution du Conseil de sécurité concernant l'Iraq [1859 (2008)]. En plus d'avoir été représentant de l'Iraq auprès de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale (au sujet des questions liées aux missions politiques spéciales et aux missions de maintien de la paix), il a été l'interlocuteur du Siège de l'ONU avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et a également représenté son pays lors des négociations menées avec les membres du Conseil de sécurité au sujet des principales résolutions, notamment les résolutions 1859 (2008), 1883 (2009), 1905 (2009), 1936 (2010), 1956 (2010), 1957 (2010), 1958 (2010), 2001 (2011) et 2061 (2012).

En janvier 2013, M. Al-Musawi a été nommé membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). Il a participé activement, en collaboration avec d'autres membres, à l'examen et au développement d'initiatives majeures examinées par le Comité, telles que le déploiement d'UMOJA et le passage aux normes IPSAS, la mise en œuvre du Système mondial d'appui aux bureaux extérieurs (GFSS), les travaux du plan-cadre d'équipement, la question de la mobilité, le Plan stratégique patrimonial (ONUG), la question de la gestion souple de l'espace de travail et les aménagements à long terme.

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Le 1^{er} janvier 2016, lorsque l'Iraq est redevenu membre du Conseil économique et social, il a été nommé représentant suppléant de la Mission permanente de l'Iraq au Conseil, fonction qu'il a exercée jusqu'en août 2016.

En mai 2016, il a été nommé par le Groupe des États d'Asie et du Pacifique Vice-Président du Comité du programme et de la coordination lors de la cinquante-sixième session. Sous la coordination de la présidence du Comité, et en coopération avec trois autres vice-présidents, il a pris part à l'examen des questions relatives au programme de travail ayant trait aux incidences budgétaires, ainsi qu'à l'examen du programme de travail du Secrétaire général, en accordant une attention particulière aux changements découlant des décisions des organes et conférences intergouvernementaux ou de propositions du Secrétaire général.

Depuis juillet 2017, M. Al-Musawi travaille avec le Secrétariat de l'ONU en tant qu'assistant spécial du (de la) Secrétaire exécutif(ve) et Chef du Bureau du (de la) Secrétaire exécutif(ve) de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) à Beyrouth. Il assume des tâches importantes pour aider le (la) Secrétaire exécutif(ve) à coordonner les questions de politique et les activités organisationnelles et institutionnelles. Il donne des conseils, le cas échéant, sur les programmes, les politiques et les questions diplomatiques.

Formation

Certificat de formation, Programme de perfectionnement des cadres supérieurs, École des cadres du système des Nations Unies, Turin (Italie) (décembre 2020)

Doctorat en sciences politiques (département des stratégies), Université d'Al Nahrain, Bagdad (mars 2007)

Master en sciences politiques (département des stratégies), Université d'Al Nahrain, Bagdad (mars 2003)

Diplôme de premier cycle en sciences politiques, Université d'Al Nahrain, Bagdad (septembre 2000)

Expérience professionnelle

- Assistant spécial du (de la) Secrétaire exécutif(ve) et Chef du Bureau du (de la) Secrétaire exécutif(ve) de la CESAO (depuis juillet 2017)
- Chef de la Section des traités internationaux du Département iraquien des droits humains (janvier 2017-juillet 2017)
- Chef de la Section des affaires politiques du Bureau du Ministre des affaires étrangères (août 2016-janvier 2017)
- Vice-Président du Comité du programme et de la coordination, cinquante-sixième session, mai 2016
- Représentant suppléant de l'Iraq auprès du Conseil économique et social (janvier-juillet 2016)
- Membre du CCQAB (2013-2015)
- Représentant permanent adjoint de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2008-2012)
- Chef de la Section des affaires politiques du Ministère des affaires étrangères, Bagdad (2006-2008)

- Chef de la Section Europe méridionale du Département des affaires européennes au Ministère des affaires étrangères, Bagdad (2004-2006)

Langues parlées

Arabe : langue maternelle

Anglais : courant

Annexe IV**Note verbale datée du 25 février 2021 adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la Fédération de Russie a décidé de présenter la candidature de M. Pavel Chernikov, Conseiller principal du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, au Corps commun d'inspection, pour un mandat prenant effet en 2023 et venant à expiration en 2027, l'élection devant avoir lieu pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

La Fédération de Russie est convaincue que M. Chernikov apportera une contribution substantielle à l'exécution du mandat du Corps commun d'inspection. Sa notice biographique est jointe à la présente note verbale (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Notice biographique*

Pavel G. Chernikov (Fédération de Russie)

Intérêts professionnels : Gouvernance, gestion et supervision d'organisations internationales

Trente-huit ans d'expérience auprès d'organisations internationales, dont vingt-cinq consacrées à l'étude des questions administratives et budgétaires, et le reste à l'étude des questions économiques, sociales, humanitaires et relatives aux droits de l'homme

Postes occupés à l'Organisation des Nations Unies et au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie :

2015-2021

Conseiller principal, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie ; membre du Comité consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires

2014

Conseiller principal, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie ; Vice-Président du Comité consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires

2012-2013

Conseiller principal, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie ; membre du Comité consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires

2011

Conseiller principal, puis Directeur adjoint par intérim, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

2004-2011

Chef de division, puis Conseiller principal, Département de la coopération humanitaire et des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1999-2004

Conseiller, puis Conseiller principal et Chef de la Section des affaires administratives et budgétaires, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

1995-1999

Premier Secrétaire, puis Conseiller, Division administrative et budgétaire, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1989-1994

Attaché, puis troisième Secrétaire, Section administrative et budgétaire, Mission permanente de l'URSS puis de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

1983-1989

Administrateur auxiliaire, puis Administrateur, Section de la coopération économique européenne et de la Commission économique pour l'Europe, Département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères de l'URSS

Liste non exhaustive de travaux

- Participation aux délibérations relatives à toutes les questions inscrites à l'ordre du jour du CCQAB de 2012 à 2021
- Participation à des réunions d'organes directeurs, de leurs sous-comités chargés des questions administratives et budgétaires ou d'autres organes subsidiaires des organisations internationales suivantes :
 - Organisation des Nations Unies (Cinquième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale, Conseil économique et social, Commission d'indemnisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Europe, Conseil [ex-Commission] des droits de l'homme, Commission de la condition de la femme et Commission du développement social) ;
 - Institutions spécialisées (Organisation mondiale de la Santé, Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation météorologique mondiale, Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) ;
 - Programmes financés au moyen de contributions volontaires (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Programme des Nations Unies pour le développement) ;
 - Organismes n'appartenant pas au système des Nations Unies (Conseil de l'Europe, Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et Arrangement de Wassenaar)
- Représentation de la Fédération de Russie dans des groupes spécialisés de plusieurs organisations (chargés notamment de la rédaction ou de la révision du Règlement financier et du Statut du personnel, des questions relatives à la rémunération du personnel et d'autres questions ayant trait au personnel ou au budget). Présidence de l'un de ces groupes

- Représentation de la Fédération de Russie au sein de mécanismes de coordination de délégations et de missions idéologiquement proches et présidence de plusieurs groupes informels
- Suivi des travaux d'organes cofinancés des Nations Unies tels que la Commission de la fonction publique internationale, le Corps commun d'inspection et le Conseil des chefs de secrétariat (ex-Comité administratif de coordination)
- Attaché de liaison en rapport avec le Ministère des finances au sujet des contributions de la Russie aux organisations internationales
- Participation à des consultations de donateurs sur l'utilisation des contributions volontaires versées par la Russie au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Fonctions électives

- Élection au CCQAB ; élection à deux reprises, à titre individuel, au Comité du budget du Conseil de l'Europe en tant que représentant de la Fédération de Russie (2001-2004)

Principales publications spécialisées

- Évaluer l'ONU ou comment mesurer l'efficacité et l'efficience d'une organisation internationale (ouvrage en russe publié par les éditions R. Valent, Moscou, 2005)

Formation : Études d'économie, avec une spécialisation en relations économiques internationales, Institut d'État des relations internationales de Moscou, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie (1983)

Date de naissance : 11 septembre 1961

Annexe V**Lettre datée du 9 décembre 2021 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social**

En réponse à votre lettre du 1^{er} décembre 2021, j'ai l'honneur de vous écrire au sujet des consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux concernant la nomination de membres afin de pourvoir quatre postes au Corps commun d'inspection, qui deviendront vacants le 31 décembre 2022.

En ma qualité de Président du Conseil économique et social, je tiens à vous informer, comme prévu au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et conformément aux dispositions de la résolution [61/238](#) de l'Assemblée générale du 22 décembre 2006, que j'ai examiné les qualifications des candidats proposés et que j'approuve les propositions de nomination de M. Conrod C. Hunte (Antigua-et-Barbuda), M. Gaeimelwe Goitsewang (Botswana), M. Mohanad Ali Omran Al-Musawi (Iraq) et M. Pavel Chernikov (Fédération de Russie).

Le Président du Conseil économique et social
(Signé) Collen Vixen **Kelapile**

Annexe VI

Lettre datée du 17 décembre 2021 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 1^{er} décembre 2021 concernant les propositions de nomination de membres du Corps commun d'inspection en vue de pourvoir des sièges qui seront vacants à compter du 31 décembre 2022.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et après consultation des membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, j'approuve la nomination de M. Conrod C. Hunte (Antigua-et-Barbuda), M. Gaeimelwe Goitsewang (Botswana), M. Mohanad Ali Omran Al-Musawi (Iraq) et M. Pavel Chernikov (Fédération de Russie).

(Signé) António **Guterres**
